

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Sogatra : liquidation judiciaire ou restructuration en vue ?

AUJOURD'HUI à la croisée des chemins, du fait de la précarité observée au niveau du matériel roulant ou des difficultés financières marquées, entre autres, par de nombreux mois d'arriérés de salaires et de primes Covid-19, la situation de la Société gabonaise de transport (Sogatra) inquiète sérieusement le personnel qui se demande le sort qui va lui être réservé. Entre liquidation judiciaire et restructuration, le président du Conseil d'administration (PCA), Martin Ngoua Obame, essaie de rassurer.

MIKOLO MIKOLO
Libreville/Gabon

ENTREPRISE parapublique spécialisée dans le transport urbain et interurbain, la Société gabonaise de transport (Sogatra), voit ses trois décennies d'existence sombrer, depuis de nombreuses années déjà, dans des soucis de fonctionnement. Une situation qui inquiète sérieusement les employés. Encore plus au sortir de la récente assemblée générale

ordinaire des actionnaires marquée, notamment, par l'examen des comptes financiers. Selon le personnel, "les ennemis de la République" évoquent déjà une éventuelle liquidation judiciaire de la Sogatra, créée le 15 juillet 1991. "Les salariés qui tiennent à sauver l'emploi, se sont prononcés pour la restructuration de l'entreprise qui, certes, nécessite des sacrifices financiers ainsi que la diminution des effectifs", explique Cyrille Gaston Ndoudi Ledoumou, secrétaire général du Syndicat national des agents administratifs, techniciens et conducteurs... Face à ses collègues, ce dernier – il est en même temps porte-parole des

"Par ailleurs, le problème de la Sogatra doit se traiter avec beaucoup d'attention. Car, militer pour la liquidation judiciaire en mettant au chômage 850 employés va coûter plus cher à l'État par rapport à la restructuration".



La Sogatra, confrontée à des difficultés financières, a de nombreux bus cloués à sa base du Camp de police.

syndicats affiliés à leur entité (Synatrate, Sycotec, Setrasog et Syatrate) –, lance un cri de détresse à l'endroit des plus hautes autorités de la République, dont le président Ali Bongo Ondimba, en vue de trouver un remède efficace à ce transporteur public. La base située au quartier Camp-de police est devenue un cimetière de bus. De plus, l'ambiance y est presque délétère entre les employés et leur hiérarchie qui se regardent désormais en chiens de faïence. "Certains bus ne roulent pas en raison des petites pannes de plaquettes, de tambours, etc. L'entreprise éprouve des difficultés pour les réparer puisque la subvention de l'État vient avec beaucoup de retard. Pis, nous avons neuf mois de salaires impayés et autant de mois de primes Covid-19, etc.", révèle Ndoudi Ledoumou. Président du Conseil d'administration (PCA) de l'entre-

prise, Martin Ngoua Obame, qui ne nie pas les difficultés de la Sogatra, affirme cependant que les activités de celle-ci se poursuivent. Pour lui, la liquidation judiciaire de la Société gabonaise de transport n'est pas à l'ordre du jour. "Notre devoir est de faire fonctionner la Société qui, certes éprouve des difficultés financières. Mais des solutions existent. Raison pour laquelle les discussions sont en cours avec les actionnaires. Particulièrement l'État, l'actionnaire majoritaire. Par ailleurs, le problème de la Sogatra doit se traiter avec beaucoup d'attention. Car militer pour la liquidation judiciaire en mettant au chômage 850 employés va coûter plus cher par rapport à la restructuration". Le PCA estime néanmoins que même s'il y a des retards, les efforts de l'État dans le règlement partiel des salaires et des primes Covid sont patents.

"Chaque dirigeant vient avec ses connaissances"

MM
Libreville/Gabon

LES salariés, ainsi que de nombreux usagers, s'inquiètent de voir disparaître dans les tout prochains jours la Société gabonaise de transport (Sogatra). Un scénario qu'ils redoutent et souhaitent donc que l'État, actionnaire majoritaire, s'implique pleinement pour prévenir une telle "catastrophe". Tant elle est engluée dans des problèmes de trésorerie à cause, informe-t-on, de ses différents chefs et leurs mentors qui se sont succédé à la tête de la structure. "Chaque dirigeant nommé à la tête de cette entreprise vient avec

ses connaissances qu'il intègre dans la boîte", raconte Fidèle. L'union sacrée s'impose donc entre les actionnaires, la direction générale et les salariés pour sauver la Sogatra de la disparition qui la menace depuis quelque temps. Une seule solution humainement appréciée: la restructuration. Parce que faire disparaître cette entreprise voudrait dire que tous les responsables à l'origine de sa mauvaise gouvernance doivent aussi passer devant les juridictions compétentes. Tant, en cas de liquidation judiciaire, il serait vraiment inhumain que seuls les 850 salariés en pâtissent.